

Seul un budget rectificatif redonnera de la visibilité à la Nation face aux incertitudes économiques et géopolitiques

20.5.2026 - | Sénat

Dans un contexte économique et géopolitique marqué par des incertitudes extrêmes, le flou persistant, entretenu par le Gouvernement, sur la réponse budgétaire qu'il entend apporter aux crises actuelles devient préoccupant.

Celui-ci annonçait lors d'un "comité d'alerte" tenu le 21 avril dernier que 6 milliards d'euros pourraient être "*stoppés*" afin de garantir le respect de la trajectoire de dépenses publiques, dont la ventilation devait être donnée dans la première quinzaine de mai, selon les propos du ministre de l'action et des comptes publics. Or, aucune information concrète n'a été donnée à ce jour sur les politiques publiques qui pourraient être concernées. Pis, le Premier ministre a depuis annoncé, hier 19 mai devant l'Assemblée nationale, que ces 6 milliards allaient être "*remis à jour*", alors même que le contenu initial des économies envisagées n'a jamais été présenté. Nul ne sait donc désormais quel montant devra faire l'objet d'ajustements ni quels budgets devront être réajustés.

Tandis que le Gouvernement tarde à agir, les indicateurs économiques se dégradent et les tensions sur nos comptes publics sont de plus en plus fortes. Les taux d'intérêt sont au plus haut depuis 2009, accroissant massivement la charge de la dette et limitant la capacité de l'État à financer les politiques prioritaires.

Il est désormais impératif que le Gouvernement agisse, dans un contexte où le maintien du cadre budgétaire adopté en loi de finances initiale pour 2026 n'est plus crédible.

Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances, considère que le Gouvernement doit présenter sans délai un projet de loi de finances rectificative, seul instrument permettant au Parlement d'actualiser les hypothèses macroéconomiques et les équilibres budgétaires en cours d'exercice, tant en recettes qu'en dépenses. Justifié par le contexte nouveau de guerre au Moyen-Orient, intervenue depuis la promulgation de la loi de finances initiale, ce texte permettrait de redonner de la sincérité et de la crédibilité à la trajectoire budgétaire de la France.

Les collectivités, les entreprises et les Français ont besoin de visibilité. Le Gouvernement doit sans tarder présenter au Parlement un état précis de la situation des finances publiques et des ajustements nécessaires pour garantir la continuité de l'action publique et le retour des comptes à l'équilibre. La clarification budgétaire, condition du rétablissement de nos comptes publics, est indispensable.

<https://www.senat.fr/salle-de-presse/communiqués-de-presse/presse/20-05-2026/seul-un-budget-rectificatif-redonnera-de-la-visibilite-a-la-nation-face-aux-incertitudes-economiques-et-geopolitiques.html>